



HAL
open science

Usages élitaires du capital économique et rapports de pouvoir

Charles Bosvieux-Onyekwelu, Camille Herlin-Giret, Ana Perrin-Heredia

► **To cite this version:**

Charles Bosvieux-Onyekwelu, Camille Herlin-Giret, Ana Perrin-Heredia. Usages élitaires du capital économique et rapports de pouvoir. *Politix*, 2023, 140 (4), pp.9-20. 10.3917/pox.140.0009. hal-04176012

HAL Id: hal-04176012

<https://hal.science/hal-04176012v1>

Submitted on 3 Nov 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Usages élitaires du capital économique et rapports de pouvoir

Résumé

Alors que richesse et pouvoir paraissent désormais s'afficher au grand jour et de façon décomplexée, la relation qui unit ce couple longtemps sulfureux continue d'être, dans nos démocraties contemporaines, ambivalente. Le capital économique ne peut en effet être un ressort des positions de pouvoir qu'à certaines conditions. Celles-ci se donnent d'autant mieux à voir que l'on opère un pas de côté : non pas en regardant, une fois de plus, la manière dont le pouvoir est converti et transfiguré, mais en prenant au sérieux la matérialité du capital économique. Mettre la focale sur les styles de vie et les pratiques de consommation des élites, aussi bien au travail que dans la sphère domestique, donne accès à la subtilité de certains usages élitaires du capital économique, à la façon dont il est mis en scène ou, au contraire, dissimulé pour servir l'exercice de positions de pouvoir, pour y parvenir comme pour s'y maintenir.

Mots-clefs : élites, capital économique, argent, rapports de pouvoir, styles de vie.

À rebours des prétentions à l'égalité portées par nos démocraties contemporaines, ces dernières décennies ont vu se creuser les écarts de patrimoine aussi bien aux États-Unis¹ qu'en France². La concentration des richesses s'est en particulier renforcée dans certains espaces de pouvoir³ : un milliardaire a accédé à la présidence aux États-Unis ; en France, les trajectoires des députés attestent d'une plus grande proximité à la bourgeoisie économique⁴. Malgré l'opposition que Michèle Lamont avait pu détecter entre les États-Unis (où, en substance, l'argent ferait tout) et la France (où les cadres tireraient davantage leur prestige social du capital culturel et symbolique)⁵, le capital économique apparaît bien, dans ces deux pays, comme un facteur central et structurant des groupes dominants⁶. Pour autant, ce seul constat ne suffit pas à rendre compte de la complexité et de l'ambivalence des relations entre capital économique et positions de pouvoir. *Quasi* sulfureuses, ces relations alimentent à l'envi les travaux

¹ Les travaux des économistes Emmanuel Saez et Gabriel Zucman montrent ainsi que, pour la première fois depuis plus d'un siècle, les milliardaires états-uniens paient moins d'impôts, en proportion de leurs revenus, que d'autres groupes sociaux. Cf. Saez (E.), Zucman (G.), *Le triomphe de l'injustice : richesse, évasion fiscale et démocratie*, Paris, Seuil, 2020.

² Bien que fondée sur une micro-simulation (les données estimées pour une année ne sont définitivement confirmées qu'à N+2), l'une des dernières publications de l'INSEE en la matière (Cornuet (F.), Sicsic (M.), « [Estimation avancée des indicateurs](#) d'inégalité », *INSEE analyses*, 49, 2019) montre en effet, pour la France, un indice de Gini en hausse significative pour l'année 2018 (+ 0,005, à 0,294). Voir aussi le rapport de l'Observatoire des inégalités, *Les Riches en France*, juin 2020.

³ Dudouet (F.-X.), Grémont (É.), Joly (H.), Vion (A.), « Retour sur le champ du pouvoir économique en France : l'espace social des dirigeants du CAC 40 », *Revue française de socio-économie*, 13, 2014 ; De Graaf (N.), Van Apeldoorn (B.), *American Grand Strategy and Corporate Elite Networks*, New York, Routledge, 2016 ; Harrington (B.), *Capital Without Borders : Wealth Managers and the One Percent*, Cambridge, Harvard University Press, 2016.

⁴ Michon (S.), Ollion (E.), « Sociographie des parlementaires », dans Rozenberg (O.), Thiers (E.), dir., *Traité d'études parlementaires*, Bruxelles, Larquier, 2018.

⁵ Lamont (M.), *La morale et l'argent : les valeurs des cadres en France et aux États-Unis*, trad. Cyril Lemieux, Paris, Éditions Métailié, 1995 [1992].

⁶ Denord (F.), Lagneau-Ymonet (P.), *Le concert des puissants*, Paris, Raisons d'agir, 2016.

académiques et agitent régulièrement le débat public. Preuve en est, par exemple, des controverses qui entourent les élus de la République et leurs rétributions : elles sont toujours aussi vives, alors même que le principe des indemnités n'est plus contesté, et portent aussi bien sur les « justes » montants que sur les « bons » usages de ces ressources financières⁷. Bien au-delà de la seule question de la rémunération du personnel politique et en toile de fond de ces débats, les relations entre capital économique – lorsqu'il est possédé en abondance – et positions de pouvoir ont déjà été abordées sous plusieurs perspectives dont deux nous intéressent tout particulièrement.

La première perspective met en relation les groupes que forment celles et ceux qui conquièrent et exercent des positions de pouvoir avec le volume de capital économique qu'elles et ils détiennent. Ainsi, pour ce qui est par exemple des positions de pouvoir politique, les travaux qui s'inscrivent dans cette perspective rendent compte des caractéristiques sociales des élites en mettant au jour la diversité ou, plus souvent, la forte similarité de leur dotation en capitaux⁸, notamment économiques⁹. Ces travaux portent également attention à la porosité relative des frontières de ce groupe, cherchant ainsi à expliquer l'homogénéité sociale de ses membres et la clôture du champ politique¹⁰. Ils explorent en particulier les logiques de la professionnalisation politique pour comprendre la permanence, voire la reproduction, des élites concernées¹¹. En ce sens, les travaux les plus récents en la matière se saisissent véritablement de la question de la rémunération des élus pour analyser les carrières et les parcours de professionnalisation politique¹². Ils continuent cependant de laisser de côté la question des usages de ces rétributions financières, dont on pressent pourtant l'importance dès lors que l'on s'intéresse à la façon dont ces élites politiques cherchent à exister dans un espace social localisé¹³.

⁷ Phélippeau (É.), *L'argent de la politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2018.

⁸ Bourdieu (P.), *La noblesse d'État : grandes écoles et esprit de corps*, Paris, Éditions de Minuit, 1989 ; Eymeri (J.-M.), *La fabrique des énarques*, Paris, Economica, 2001.

⁹ Ces questions ne se posent pas de la même façon dans le cas des élites politiques locales, les volumes de capital économique en jeu étant bien moins élevés, si ce n'est dérisoires. Voir notamment Bruneau (I.), Laferté (G.), Mischi (J.), Renahy (N.), *Mondes ruraux et classes sociales*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1998 ; Vignon (S.), « Des rôles politiques en tension ? Des “petits cumuls” des maires ruraux sur la scène intercommunale », *Études rurales*, 204, 2019 ; Lehingue (P.), Vignon (S.), « Les rapports problématiques aux indemnités des “petits” élus dans les mondes ruraux. Une régulation par la modestie et sous contrôle local », *Revue française de science politique*, 71 (1), 2021.

¹⁰ Michels (R.), *Les partis politiques : essai sur les tendances oligarchiques des démocraties*, trad. Samuel Jankélévitch, Paris, Flammarion, 1971 [1914] ; Eymeri (J.-M.), *La fabrique des énarques*, *op. cit.*

¹¹ Offerlé (M.), dir., *La profession politique (XIX^e-XX^e siècles)*, Paris, Belin, 1999 ; Dulong (D.), Matonti (F.), « Comment devenir un(e) professionnel(le) de la politique ? », *Sociétés & Représentations*, 24, 2007 ; Boelaert (J.), Michon (S.), Ollion (É.), *Métier : député. Enquête sur la professionnalisation de la politique*, Paris, Raisons d'agir, 2017 ; Michon (S.), Ollion (É.), « [Retour sur la professionnalisation politique : revue de littérature critique et perspectives](#) », *Sociologie du travail*, 60 (1), 2018.

¹² Le projet ANR *ELUAR : les élus et l'argent*, coordonné par Remy Le Saout, a ouvert ce champ de recherche sur les rétributions financières des détenteurs de mandats électoraux. Voir aussi le numéro de la *Revue française de science politique*, « Vivre de la politique : rémunération des élus et indemnisation des mandats », 71(1), 2021, coordonné par Didier Demazière et Rémi Le Saout. Pour une revue détaillée de la littérature sur la professionnalisation politique, on renverra avec profit les lecteurs et lectrices à l'introduction de ce numéro.

¹³ Bruneau (I.), Laferté (G.), Mischi (J.), Renahy (N.), *Mondes ruraux et classes sociales*, *op. cit.* Ce que suggèrent par ailleurs deux des articles du numéro de la *RFSP* précité : Lefebvre (R.), « Les tensions et arbitrages au cœur de la professionnalisation politique intermédiaire : le cas des adjoints des villes » et Lehingue (P.), Vignon (S.), « Les rapports problématiques aux indemnités des “petits” élus dans les mondes ruraux ».

La seconde perspective porte sur les usages du capital économique, les représentations que ces derniers véhiculent et la façon dont ils peuvent donner de la consistance – de manière pour le moins ambivalente – aux frontières entre groupes sociaux. Si, relativement à la précédente, cette perspective est encore peu développée concernant le personnel proprement politique, elle l’est en revanche bien davantage pour ce qui est de l’étude du haut de l’espace social¹⁴. Les travaux fondateurs en la matière mettent ainsi en lumière la signification sociale des pratiques de consommation. Ils insistent en particulier sur la façon dont celles-ci contribuent à instituer des positions de pouvoir¹⁵ tout en soumettant celles et ceux qui les occupent à des obligations sociales contraignantes¹⁶. De ce fait, les travaux en question montrent que les pratiques de consommation sont au cœur des processus d’inclusion et d’exclusion qui participent de la fabrique des groupes sociaux par l’apprentissage des façons d’être, de se donner à voir et d’être vu, de percevoir aussi les distances entre classes et fractions de classe¹⁷. Ils rappellent en cela que ces pratiques s’inscrivent dans des rapports de domination et matérialisent aussi, à ce titre, des hiérarchies sociales¹⁸. Ils suggèrent enfin que, dès lors qu’il existerait de « bons » et de « mauvais » usages du capital économique, pour les plus pauvres comme pour les mieux dotés, les pratiques de consommation ne participeraient pas seulement de la fabrique des frontières *entre* groupes sociaux, mais objectiveraient aussi des divisions internes, fondées sur des ressorts de (dé)légitimation morale, économique et sociale¹⁹.

Une des questions sécantes à ces deux axes, et que l’on pourrait considérer à ce titre comme centrale, reste peu étudiée dans la littérature : comment – en quoi, dans quelle mesure et sous quelles conditions – la richesse matérielle et ses usages constituent-ils un ressort de la légitimité et/ou de la légitimation des positions sociales lorsque celles-ci sont abordées comme des positions de pouvoir ? C’est cette question des conditions de la conversion d’un capital matérialisé (l’argent) en un capital symbolique (le pouvoir), soulevée notamment par Pierre Bourdieu²⁰, que ce numéro propose d’explorer. Tous les articles qui le composent s’attachent ainsi à montrer comment des positions dominantes peuvent travailler des rapports à l’argent et comment les usages et représentations autour de l’argent sont susceptibles de venir renforcer ou affaiblir ces positions. Ce faisant, si les contributions de ce dossier attestent bien du fait que le capital économique est un ressort assumé de légitimation de positions de pouvoir, elles mettent également en évidence l’intense travail de justification qui accompagne ses usages et qui imprègne aussi bien les représentations qui les entourent que les discours motivant l’accumulation. C’est d’ailleurs autour de ces formes de moralisation que se nouent parfois des luttes entre et au sein de groupes sociaux, rappelant ainsi que la circulation, l’appropriation

¹⁴ Pour une synthèse, voir Ducourant (H.), Perrin-Heredia (A.), *Sociologie de la consommation*, Paris, Armand Colin, 2019, notamment p. 127-140.

¹⁵ Veblen (T.), *Théorie de la classe de loisir*, trad. Louis Évrard, Paris, Gallimard, 1970 [1899].

¹⁶ Elias (N.), *La société de cour*, trad. Pierre Kamnitzer et Jeanne Étoré, Paris, Flammarion, 1985 [1969].

¹⁷ Béatrix Le Wita envisage ainsi les pratiques de consommation comme des pratiques culturelles et montre comment, par la socialisation à ces pratiques, se transmet et se reproduit la culture bourgeoise ; comment, aussi, se fabrique le groupe (Le Wita (B.), *Ni vue ni connue : approche ethnographique de la culture bourgeoise*, Paris, Éditions de la MSH, 1988). Voir également Herlin-Giret (C.), *Rester riche : enquête sur les gestionnaires de fortune et leurs clients*, Lormont, Le Bord de l’eau, 2019.

¹⁸ Bourdieu (P.), *La distinction : critique sociale du jugement*, Paris, Éditions de Minuit, 1979.

¹⁹ Sherman (R.), *Uneasy Street: The Anxieties of Affluence*, Princeton, Princeton University Press, 2017.

²⁰ Pierre Bourdieu, « Stratégies de reproduction et modes de domination », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 105, 1994, p. 6.

comme les usages du capital économique n'échappent pas, loin s'en faut, aux rapports de classe, de genre et de race.

L'originalité de ce dossier tient notamment à la façon dont cette question est saisie : en mobilisant la sociologie des élites et des classes supérieures d'une part, la sociologie de la consommation et des styles de vie d'autre part. Ce numéro spécial s'inscrit à ce titre dans le renouveau foisonnant, aussi bien dans les sciences sociales françaises qu'états-uniennes²¹, de la littérature portant sur les élites et les hauts revenus. Dans la lignée des travaux de Max Weber, de Charles W. Mills et de Pierre Bourdieu et à l'instar de l'approche promue par Bruno Cousin, Shamus Khan et Ashley Mears²², il s'agit de mettre en avant une définition des élites qui, tout en portant attention aux relations et aux circulations entre classes et fractions de classe, prenne à bras le corps la question de l'accès à, du contrôle sur et du maintien des positions de pouvoir. C'est donc une définition ouverte, non prédéterminée et non normative des élites qui est ici adoptée. En ce sens, l'ambition des articles de ce numéro est moins de déterminer ce que serait un domaine d'activité propre aux élites ou ce qui constituerait la spécificité de ce groupe (dans une visée cartographique ou prosopographique) que de caractériser, comme le proposait John Scott²³, la façon dont certain·es exercent du pouvoir sur d'autres, contribuant ainsi aux réflexions sur les relations de pouvoir ou de domination qui structurent les rapports entre groupes sociaux²⁴. Dans une perspective tout aussi relationnelle et dynamique, le capital économique n'est pas réduit à une simple quantité, mais envisagé au travers de ses usages²⁵, usages dont la valeur et la signification sont sans cesse travaillées par et dans des rapports sociaux de domination. Les articles du présent dossier sont donc loin d'embrasser une définition figée des élites ou du capital économique. Ils proposent plutôt de penser les premières au prisme des relations entre classes ou fractions de classes et le second comme « encastré »²⁶ dans un ensemble de relations et diversement réapproprié selon les scènes sociales sur lesquelles il est mobilisé²⁷.

Parce que nous abordons les ressorts de la légitimité par une entrée matérialiste qui n'évacue cependant pas les conditions morales de réalisation de la richesse, nous envisageons dans ce dossier les frontières entre groupes sociaux comme des espaces de tension en perpétuel mouvement, autour desquels émergent et se cristallisent des luttes aussi bien matérielles que symboliques. Ces frontières sociales se donnent alors à voir avec une certaine consistance, sans pour autant devenir imperméables ou immuables. Cette approche constitue ainsi une voie

²¹ Godechot (O.), *Working Rich : salaires, bonus et appropriation du profit dans l'industrie financière*, Paris, La Découverte, 2007 ; Khan (S.), *Privilege : the Making of an Adolescent Elite at St. Paul's School*, Princeton, Princeton University Press, 2011 ; Piketty (T.), *Le capital au XXI^e siècle*, Paris, Seuil, 2013 ; Sherman (R.), *Uneasy Street, op. cit.* ; Dudouet (F.-X.), *L'élite et le pouvoir : contribution à une sociologie des concepts sociologiques*, Mémoire pour l'habilitation à diriger des recherches, Université Paris-Saclay, 2018.

²² Cousin (B.), Khan (S.), Mears (A.), « Theoretical and Methodological Pathways for Research on Elites », *Socio-Economic Review*, 16 (2), 2018, p. 225-249.

²³ Scott (J.), « Modes of Power and the Re-Conceptualization of Elites », *The Sociological Review*, 56 (1), 2008.

²⁴ Connan (D.), « Une réinvention de la différence élitaine : un Rotary Club dans le Kenya de Mwai Kibaki », *Critique internationale*, 73, 2016.

²⁵ Zelizer (V.), *La signification sociale de l'argent*, trad. Christian Cler, Paris, Seuil, 2005 [1994] ; de Blic (D.), Lazarus (J.), *Sociologie de l'argent*, Paris, La Découverte, 2021.

²⁶ Polanyi (K.), *La grande transformation : aux origines politiques et économiques de notre temps*, trad. Catherine Malamoud et Maurice Angeno, Paris, Gallimard, 1983 [1944].

²⁷ Duffy (C.), Weber (F.), *Ethnographie économique*, Paris, La Découverte, 2008.

heuristique non seulement pour étudier les frontières qui distinguent du reste de la société celles et ceux qui occupent une position de pouvoir dans le haut de l'espace social, mais aussi pour appréhender des lignes de fragmentation internes à ces élites et à leur pouvoir.

Usages de l'argent et exercice du pouvoir

Ce dossier thématique est l'occasion d'approfondir la façon dont richesse, pouvoir et prestige peuvent s'articuler. Parmi ces trois « monnaies de l'échange social », comme les nomme Jean-Claude Passeron²⁸, la richesse est bien souvent considérée comme secondaire dans la littérature et relativement déconnectée des deux autres. Plus exactement, si l'argent reste un marqueur d'appartenance aux fractions supérieures des élites, son rôle dans la formation et le maintien de ce groupe ou dans les processus d'exclusion et d'inclusion au sein de certains espaces de pouvoir est plus rarement travaillé, l'accent étant plus volontiers mis sur d'autres éléments – diplômes et capitaux culturel et symbolique, réseaux relationnels, proximité et accès aux espaces de décision²⁹. L'argent comme principe de distinction et de légitimation aurait d'ailleurs, d'après C. W. Mills, perdu de sa superbe dès les années 1950³⁰, les élites ayant tendance, dans leur stratégie de présentation de soi, à penser leurs positions sociales comme conquises et méritées³¹. Pourtant, l'arrivée au pouvoir d'un milliardaire aux États-Unis, la petite phrase fortement commentée de Jacques Séguéla à propos des luxueuses montres Rolex comme l'appel des gouvernants aux bonnes grâces des plus fortunées lors de l'incendie de Notre-Dame semblent indiquer que, de ressource discrète, voire dissimulée, la richesse matérielle pourrait bien être (re)devenue un ressort assumé de légitimation de certaines positions. L'article proposé par Alizée Delpierre sur le recours à la domesticité montre par exemple combien le seul fait d'afficher la présence, plus ou moins nombreuse, de domestiques, continue de légitimer et de structurer les élites internationalisées et fortunées auprès desquelles elle a enquêté : être servi, qui plus est par plusieurs personnes, permet d'abord d'asseoir son appartenance aux grandes fortunes ; le nombre et le type de domestiques est, quant à lui, un facteur qui polarise ces élites et vient soutenir des logiques de distinctions plus fines en leur sein. La contribution d'Olivier Alexandre, qui explore dans ce dossier les manifestations, usages et représentations ambivalentes du capital économique dans la Silicon Valley, donne à voir également combien l'enrichissement et la capacité à accumuler rapidement sont valorisées, même si le capital économique s'affiche peu et s'accommode d'un ethos égalitaire. Les rémunérations

²⁸ Passeron (J.-C.), « Consommation et réception de la culture : la démocratisation des publics », in Donnat (O.), Tolila (P.), dir., *Le(s) public(s) de la culture : politiques publiques et équipements culturels*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003, p. 365.

²⁹ C'est par exemple la conversion du capital économique en capital culturel qui est au centre des stratégies de reproduction mises au jour par P. Bourdieu dans *La noblesse d'État* (*op. cit.*). Le passage par les écoles de prestige est aussi essentiel dans la formation de l'élite chez C. W. Mills (*L'élite au pouvoir*, trad. André Chassigneux, Marseille, Agone, 2012 [1956]) en tant qu'il participe à la construction d'un esprit de corps. Si l'importance de la richesse matérielle est largement soulignée par l'auteur, celui-ci montre combien l'argent, au regard du travail, n'est plus perçu comme suffisamment légitime pour être mis en avant. Plus récemment, S. Khan (*Privilege, op. cit.*, p. 18-20) souligne quant à lui que les élèves du lycée Saint-Paul aux États-Unis sont toujours bien plus riches que la majorité des lycéens et lycéennes et toujours très homogènes de ce point de vue. Pour autant, plus que l'argent, ce sont l'aisance relationnelle et l'éclectisme des goûts (« l'omnivorerisme ») qu'il présente comme étant essentiels dans la formation et l'accès à l'élite.

³⁰ Mills (C. W.), *L'élite au pouvoir, op. cit.*, p. 159-160.

³¹ Khan (S.), Jerolmack (C.), « Saying Meritocracy and Doing Privilege », *The Sociological Quarterly*, 54 (1), 2013, p. 9-19.

matérialisent autant qu'elles façonnent une stratification interne à la Silicon Valley, celles des compétences et des statuts, ainsi que des écarts normatifs et des inégalités entre les cadres qui y travaillent.

Si l'argent peut sembler essentiellement utile à l'accumulation de ressources à titre privé, réfléchir plus largement aux usages de cette ressource – dans des transactions professionnelles ou intimes – permet d'objectiver quelques-uns des moyens par lesquels les élites exercent leur pouvoir, sans présupposer pour autant que la seule accumulation suffit à cet exercice. Cette approche matérialiste a le mérite de contribuer à combler l'une des faiblesses qu'identifient B. Cousin, S. Khan et A. Mears dans la sociologie des élites aujourd'hui : la difficulté qu'a cette dernière à nous rendre intelligibles « les différentes façons qu'ont les élites d'influencer notre monde »³². Dans cette optique, les articles de ce numéro prêtent une attention toute particulière aux usages que les classes supérieures font de leurs ressources matérielles et aux discours qui les entourent. En s'intéressant à un usage ordinaire et pourtant central de la richesse dans les styles de vie – l'achat d'un logement –, Lorraine Bozouls montre que, pour les élites éloignées des cercles du pouvoir politique que sont les ménages plus fortement dotés en capital économique qu'en capital culturel, le patrimoine immobilier est « porteur d'un pouvoir discret », qui s'exerce hors des regards extérieurs, dans des espaces protégés par l'entre-soi. Elle fait valoir qu'au-delà de l'invocation de l'endettement pour minimiser leur fortune et se distinguer des plus riches, ces ménages du pôle privé des classes supérieures envisagent leur pouvoir d'achat résidentiel comme « un pouvoir sur l'espace », faisant d'eux « des acteurs cruciaux du processus de ségrégation urbaine ». Dans son enquête sur la domesticité, Alizée Delpierre avance pour sa part que, si les grandes fortunes rencontrées ne sont pas nombreuses à occuper des fonctions politiques, elles exercent néanmoins bien un pouvoir politique au sens large, « celui de dominer d'autres classes sociales en les subalternisant ». Elle montre en particulier qu'en se délestant de certaines tâches, la bourgeoisie très fortunée dégage du temps pour investir pleinement d'autres activités – travailler, mais aussi consommer, jouir de son temps libre ou encore prendre soin de son corps –, les domestiques servant ainsi, au même titre que les gestionnaires de fortune, au maintien et à la reproduction d'un statut social comme d'un capital économique. Les articles donnent ainsi à voir comment le capital économique, par son importance et ses usages (tels l'ostentation ou la munificence) ainsi que par les représentations qu'il véhicule, peut constituer l'un des canaux par lesquels les élites font vivre leur pouvoir.

Pouvoir oblige ?

Les contributions de ce numéro sont aussi l'occasion d'analyser à nouveau frais comment l'exercice du pouvoir peut affecter les usages du capital économique. En effet, s'intéresser à la façon dont les élites dépensent leur argent, c'est aussi se demander comment et sous quelles conditions les positions de pouvoir instituent un rapport spécifique à l'argent. Autrement dit, comment ce pouvoir, en donnant accès à des ressources économiques, autorise certaines dépenses, mais aussi oblige et contraint ? Ce dossier se penche ainsi sur les normes

³² Cousin (B.), Khan (S.), Mears (A.), « Theoretical and Methodological Pathways for Research on Elites », *op. cit.*, p. 226.

qui régissent la façon dont les élites peuvent ou non user de leur richesse du fait des positions qu'elles occupent. Il s'arrête sur les attentes spécifiques en matière de consommation que suscitent ces positions de pouvoir³³. Il étudie également comment se modèlent les goûts et les aspirations dans ces groupes sociaux, comment se construit aussi – pratiquement et discursivement – un certain sens des limites. Olivier Alexandre montre en cela combien, dans la Silicon Valley, la politique de rémunération *via* les stock-options, encadre les usages de l'argent des salarié·es en les limitant et en les attachant à l'entreprise qui les emploie. De son côté, L. Bozouls met en évidence les réticences à engager certaines dépenses jugées démesurées et la manière dont les cadres du privé, malgré l'importance de leur capital économique, se fabriquent des contraintes budgétaires, même si celles-ci sont toutes relatives. Le détour par la sociologie de la consommation nous rappelle que les pratiques en la matière matérialisent aussi des rapports à l'argent, objectivent des principes de distinction³⁴, permettent de saisir empiriquement des processus de reconnaissance au fondement de la fabrique des groupes sociaux³⁵ et, ce faisant, participent de la reproduction du groupe³⁶. En cela, le dossier a bien pour ambition de contribuer à mieux comprendre comment les usages du capital économique interviennent dans la formation et le maintien des élites qui en sont fortement dotées ainsi que dans la fabrique des frontières du groupe, frontières rendues particulièrement visibles lorsque l'on observe les « ratés », les « fautes de goûts » ou les mésusages de ce capital³⁷.

L'entrée par la richesse matérielle prémunit également contre le risque d'une présentation monolithique des élites. Parce que les études de groupes élitaires singuliers ont pris le pas sur celles des relations qui lient les différentes élites entre elles³⁸, un double postulat imprègne encore souvent ces recherches. Le premier prête souvent aux élites une certaine cohérence, voire une cohésion (que l'usage relâché du terme au singulier vient renforcer). Le second a trait aux propriétés relativement hors-normes qui caractériseraient ce groupe social, supposément doté d'une capacité d'agir plus émancipée qu'ailleurs des contraintes et normes

³³ Ces questions s'inscrivent dans la lignée des travaux déjà cités de Thorstein Veblen et Norbert Élias. On peut également mentionner ceux d'Elizabeth Currid-Halkett (*The Sum of Small Things: a Theory of the Aspirational Class*, Princeton, Princeton University Press, 2017, dont une recension est proposée dans ce dossier), qui s'intéresse aux pratiques de consommation de la grande bourgeoisie états-unienne et montre que l'affirmation statutaire s'exprime dans des signes beaucoup plus discrets que par le passé, ce qui, comme l'anticipait déjà Veblen, requiert « de l'observateur toujours plus de finesse et de discernement » (Veblen (T.), *Théorie de la classe de loisir*, *op. cit.*, p. 123). À ce titre, les œuvres de fiction, littéraires et cinématographiques, sont parfois très éclairantes pour saisir dans toute leur complexité la puissance distinctive de ces détails, à peine perceptibles à l'œil profane (on pense notamment à l'ouvrage d'Edith Wharton, *Le Temps de l'innocence*, trad. Madeleine Saint-René Taillandier, Paris, Plon, 1921, porté à l'écran par Martin Scorsese en 1993, ou à la série britannique *Downton Abbey*).

³⁴ Bourdieu (P.), *La distinction*, *op. cit.*

³⁵ Willis (P.), *Profane culture*, Londres, Routledge, 1978.

³⁶ Davidoff (L.), Hall (C.), *Family Fortunes: Men and Women of the English Middle Class (1780-1850)*, Londres, Hutchinson, 1987 ; Le Wita (B.), *Ni vue ni connue*, *op. cit.*

³⁷ Sur, par exemple, les (més)usages du château, voir notamment Pinçon (M.), Pinçon-Charlot (M.), *Châteaux et châtelains : les siècles passent, le symbole demeure*, Paris, Anne Carrière, 2005 ; Laferté (G.), *L'embourgeoisement : une enquête chez les céréaliers*, Paris, Raisons d'agir, 2018.

³⁸ Denord (F.), Lagneau-Ymonet (P.), Thine (S.), « Le champ du pouvoir en France », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 190, 2011, p. 24-57.

régissant les conduites³⁹. L'approche matérialiste adoptée dans ce numéro propose de suivre deux pistes de recherches heuristiques pour se défaire de ces présupposés.

La première tient à l'examen du rapport singulier à l'argent noué dans différents espaces élitaires et conduit à réfléchir à un certain nombre de traits communs à même d'interroger la façon dont appartenances de classes et exercice du pouvoir s'articulent. Les justifications apportées à certains usages de la richesse, la place de la rhétorique méritocratique dans les discours comme les multiples formes de moralisation de l'argent apparaissent, au fil de ce dossier, comme autant de points de jonction entre et au sein de différents groupes élitaires. C'est ce travail de légitimation que met en évidence A. Delpierre en montrant combien le statut d'employeur de domestiques est retraduit dans des termes valorisants – pourvoyeurs d'emplois, patrons –, ce qui n'est pas sans rappeler la manière dont, historiquement, les grandes familles industrielles justifiaient leur paternalisme et leur action sociale⁴⁰. Ces différentes justifications trahissent aussi souvent les ambivalences éprouvées par les plus riches, voire leur inconfort moral, que Rachel Sherman, dans *Uneasy Street* ainsi que dans l'entretien publié dans ce numéro, décrit à propos de ses enquêtées – des New-Yorkais et des New-Yorkaises gagnant plus de 500 000 dollars par an, ce qui les place parmi les 5 % les plus riches de l'une des villes les plus inégalitaires des États-Unis – pour parvenir à être à la fois « *wealthy* » et « *worthy* »⁴¹. Elle insiste notamment sur l'importance que les riches placent dans le fait de bien traiter celles et ceux (entrepreneurs, artisans, domestiques, nourrices) qui travaillent pour eux. Les autres articles du dossier soulignent pareillement le travail de légitimation du capital économique qui accompagne les usages élitaires de l'argent⁴² et qui se traduit souvent par l'euphémisation de sa dimension outrancière, comme le met par exemple en lumière O. Alexandre, en faisant ressortir l'importance de l'ethos égalitaire dans la Silicon Valley, qu'il remarque tant dans les styles de vie, qui se veulent passe-partout, que dans des dépenses de consommation relativement frugales.

La seconde piste concerne l'étude de la distribution et du contrôle des ressources économiques et conduit à faire voler en éclat l'idée d'espaces qui échapperaient, par nature, au conflit. Comme le montrent Céline Bessière et Sibylle Gollac⁴³, les relations apparentées sont également pénétrées par des enjeux économiques et l'intime est aussi traversé par des luttes visant à l'accaparement de certaines ressources. De même, le postulat d'une communauté cohésive exerçant son pouvoir sur les autres ne tient pas dès lors que l'on examine comment les différentes fractions des élites sont susceptibles d'entrer elles aussi en conflit pour accéder, contrôler, distribuer ou maintenir des ressources économiques. L'entrée par l'argent permet

³⁹ Cousin (B.), Khan (S.), Mears (A.), « Theoretical and Methodological Pathways for Research on Elites », *op. cit.*, p. 230 et p. 239. Voir aussi Barrault-Stella (L.), Huguée (C.), « Maîtriser l'école, instrumentaliser l'État ? Les rapports à l'école et aux institutions publiques dans les classes supérieures », *Politix*, 130, 2020, p. 103-135.

⁴⁰ Bourdieu (P.), *La noblesse d'État*, *op. cit.*, p. 433.

⁴¹ Sherman (R.), *Uneasy Street*, *op. cit.*, p. 5. La formulation de l'autrice (« *how to be both wealthy and morally worthy* ») pourrait être traduite par « comment être à la fois riche et moralement méritant ».

⁴² L'ouvrage d'Elizabeth Schimpfössl (*Rich Russians. From Oligarchs to Bourgeoisie*, New York, Oxford University Press, 2018), dont un compte-rendu figure dans ce numéro, interroge aussi prioritairement la question des stratégies de légitimation portées par les Russes richement dotés qui ont rapidement fait fortune au début des années 1990.

⁴³ Bessière (C.), Gollac (S.), *Le genre du capital : comment la famille reproduit les inégalités*, Paris, La Découverte, 2020, dont nous proposons une recension dans le présent dossier. Voir également Bessière (C.), Gollac (S.), « Pourquoi il faut étudier le genre du capital », *Mouvements*, 100, 2019, p. 135-142.

notamment de prêter attention aux rapports de classes, de genre ou de race qui peuvent nourrir ces conflits. Les auteurs et autrices de ce numéro mettent ainsi en lumière les lignes de fracture internes que les usages de l'argent objectivent. Dans la Silicon Valley explorée par O. Alexandre, le mythe d'une société sans classes, miroir d'une société de marché où les chances de s'enrichir seraient les mêmes pour tous et toutes, se trouve substantiellement mis à mal par les conditions objectives de l'enrichissement, qui demeure aléatoire et inégalitaire. En ce sens, les efforts pour maintenir « une communauté cohésive au travail » ne suffisent pas à masquer les disparités et les frontières sociales au sein d'une population – les « *techies* », travailleurs et travailleuses hautement qualifiés du secteur des nouvelles technologies – qui se pense pourtant comme culturellement homogène. A. Delpierre relève quant à elle que la domesticité clive, classe et vient ainsi asseoir une frontière entre différentes fractions de la bourgeoisie fortunée, notamment lorsqu'elle constate l'existence, chez certaines familles enquêtées, d'un phénomène « d'altérisation des fortunes récentes non blanches ». Si l'exercice du pouvoir intervient le plus souvent aux dépens de groupes sociaux minorisés ou occupant des positions dominées, il repose aussi sur des arrangements intra-familiaux prenant place dans l'espace domestique. En ce sens, l'attention portée aux tensions, aux conflits ainsi qu'à la division genrée des tâches associées aux usages de l'argent dans les couples fortement dotés en capital économique permet à L. Bozouls d'éclairer les rapports de pouvoir en leur sein, par exemple lorsque certaines interactions ou certains propos font ressortir le rôle du mari comme « instance de rappel de la rationalité économique ». R. Sherman évoque, de la même façon, la fonction essentielle des riches femmes au foyer dans le « travail des styles de vie » et dans les activités de reproduction sociale : elle souligne la minoration que subit ce travail, non rémunéré, qui participe pourtant de l'enrichissement de ces familles en servant le désir masculin d'accumulation.

Parce qu'il libère du temps, parce qu'il permet de faire valoir son appartenance à un groupe ou encore parce qu'il peut incarner, dans certains espaces, le succès professionnel, le capital économique participe bien à asseoir des positions de pouvoir. Pour autant, les articles de ce dossier montrent tous que le capital économique ne peut être un ressort de légitimation qu'à certaines conditions seulement : dominer par l'argent, c'est aussi, et peut-être d'abord, ne jamais faire du capital économique un argument premier du pouvoir. C'est bien parce qu'il est euphémisé, parce qu'il est enveloppé dans des discours méritocratiques, matérialisés dans des biens symboliques ou adossés à un certain sens des limites, que le capital économique rend la domination possible. En ce sens, nul besoin de faire étalage de sa richesse pour légitimer une position de pouvoir : dès lors que ce capital est détenu en abondance, il suffit de quelques signaux discrets, distillés avec parcimonie et à propos, pour s'imposer en toute aisance...

Charles Bosvieux-Onyekwelu
Centre Norbert Elias (UMR 8562)
La Vieille Charité
2 rue de la Charité
13002 Marseille

Sociologue, Charles Bosvieux-Onyekwelu est chargé de recherche au CNRS, rattaché au Centre Norbert Elias à Marseille (UMR 8562). Ses travaux portent sur la sociologie des élites, la sociologie du travail et des professions ainsi que les études de genre. Il s'intéresse en particulier aux différentes manières par lesquelles les élites justifient les inégalités et leur domination sur le monde social. Il a notamment publié *Croire en l'État : une genèse de l'idée de service public en France (1873-1940)* (éditions du Croquant, 2020) et codirigé, avec Véronique Mottier, *Genre, droit et politique* (LGDJ, 2022). Avec Valérie Boussard, il a par ailleurs coordonné le numéro 241 des *Actes de la recherche en sciences sociales*, intitulé "Moraliser le capitalisme ?".

Camille Herlin-Giret
CERAPS (UMR 8026)
1 place Déliot
CS 10 629
59 024 Lille Cedex

Camille Herlin-Giret est chargée de recherche au CNRS, rattachée au Centre de recherches administratives, politiques et sociales (CERAPS) de l'Université de Lille. Ses travaux portent sur la richesse, les inégalités patrimoniales, les pratiques d'épargne et d'investissement, le rapport à l'impôt, les politiques fiscales et les professions du conseil financier. Elle a publié en 2022 avec Aude Lejeune l'ouvrage *Droit et inégalités. Approches sociologiques*, aux éditions De Boeck et, en 2019, un livre, issu de sa thèse et intitulé *Rester riche. Enquête sur les gestionnaires de fortune et leurs clients*, aux Éditions Le Bord de l'eau.

Ana Perrin-Heredia
CERLIS (UMR 8070)
45 rue des Saints-Pères
75270 Paris Cedex 06

Ana Perrin-Heredia est chargée de recherche au CNRS, rattachée au Centre de recherche sur les liens sociaux (CERLIS) à Paris. Ses travaux portent sur les pratiques de consommation et les usages du capital économique dans la construction des groupes sociaux et les rapports entre (fractions de) classes. Elle s'intéresse plus particulièrement aux ressorts de la domination économique. Elle a notamment publié avec Hélène Ducourant l'ouvrage *Sociologie de la consommation* (Armand Colin, 2019) et codirigé, avec Anthony Favier, Yannick Fer et Juliette Galonnier, *Religions et classes sociales* (ENS de Lyon, 2023).

Elites Usages of Economic Capital and Power Relations

Abstract

While wealth and power now seem to be displayed conspicuously and unapologetically, the relationship that unites these two terms has long been controversial. In our time democracies, it continues to be ambivalent. Indeed, economic capital can drive power relations under certain conditions only. These power relations can be better seen if we take a step aside and, instead of looking, once again, at the way power is converted and transfigured, if we delve into the materiality of economic capital. By focusing on elites' lifestyle and consumption behaviours, both at work and at home, we gain access to the subtlety of some elite usages of economic capital, how it is performed or, conversely, concealed, to serve, reach or maintain power positions.

Keywords: elites, economic capital, money, power relations, lifestyle.